SITE http://oise.pcf.fr

Oise Avenir

N° 1342 du 26/04/2018
Prix: 1,50 € Abonnement: 15 €
N° CPPAP: 0421 P 11491
Directeur de la publication: Thierry AURY

Mensuel édité par la Fédération de l'Oise du Parti Communiste Français 8, rue de Beauvoisis 60100 Creil
Tél : 03 44 55 27 96 • Courriel : pcf.oise@wanadoo.fr

EDITO

Les mobilisations et les colères sociales s'étendent contre les politiques d'austérité et d'injustice de Macron, contre son arrogance et son autoritarisme. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes participent aux grèves et à de multiples actions pour leurs revendications, pour l'avenir des service publics, pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, pour défendre leurs emplois, leur pouvoir d'achat, le droit aux études, pour stopper les logiques libérales.

Un climat nouveau grandit, avec dans les AG, les manifestations, les entreprises et sur les marchés, la recherche de convergences, de solutions alternatives face aux choix gouvernementaux. Le mouvement doit encore beaucoup grandir pour faire reculer Macron qui utilise la force pour tenter de casser les luttes.

C'est le moment d'intensifier nos actions, de populariser arguments et solutions, d'unifier ces luttes qui se heurtent aux mêmes logiques de régression.

Face à Macron qui truste les grands médias, amplifions la bataille d'idées : à chacune, chacun d'entre-nous de riposter pied à pied en discutant, autour de soi, en relayant sur les réseaux sociaux, en participant à toutes les initiatives syndicales ou politiques porteuses de progrès social, en organisant des rencontres de proximité pour mettre en débat des propositions alternatives afin que monte cette idée : *« oui, d'autres choix sont possibles »*.

Faisons de mai et juin des mois de luttes généralisées : un grand 1er mai de manifestations et de points de rencontre avec le muguet des communistes, aux côtés des cheminots et des électriciens-gaziers dans chacune de leurs journées de grève, le 22 mai avec les fonctionnaires et hospitaliers, le 9 juin avec la *« Marche sur l'Élysée »* lancée par les parlementaires et responsables communistes des Hauts-de-France, le 14 juin avec les retraité.e.s, le 23 juin à l'appel de la Convergence des services publics et à toutes les initiatives qui continuent de se construire !

Le 5 et 6 mai, réussissons une belle Fête de la Paix, à Montataire en y invitant celles et ceux qui luttent et ne supportent plus Macron !

Le PCF fera tout pour que les convergences syndicales et des forces de gauche se renforce, pour une date nationale de mobilisation commune, pour une plate-forme de convergence réunissant le maximum de forces afin que le pays montre son unité et sa force face au mépris du pouvoir.

Au service de cette dynamique, le PCF met sur la table la proposition d'une votation citoyenne nationale sur l'avenir du service public ferroviaire et de tous les services publics dont l'organisation serait à construire avec les organisations, les citoyen.ne.s, les élu.e.s qui le souhaitent.

À l'exemple de notre chère Lucienne Fabre qui vient de nous quitter, que chacun.e se dise, comme elle en 1940, sans attendre la certitude de la victoire : *« il faut absolument que je fasse quelque chose »* !

Thierry Aury

ENSEMBLE ET UNI.E.S STOPPONS MACRON !

Face à l'arrogance du pouvoir, seule l'amplification de la mobilisation sociale peut faire reculer le gouvernement.

MARDI 1ER MAI
10 H - CREIL
PLACE CARNOT

Et partout le muguet des communistes, le muguet de l'espoir !

(voir les points de vente sur le flyer joint à ce n° de Oise Avenir)

FÊTE DE LA PAIX

Une fête pour la paix et la solidarité internationale, pour le progrès social, pour ne pas laisser en paix Macron, le président des riches.

SAM. 5 & DIM. 6 MAI
CENTRE AÉRÉ
à MONTATAIRE
3 avenue Anatole-France
(voir p.2 et le flyer joint à ce n°)

MARCHE SUR L'ÉLYSÉE

Emparons-nous de cette marche pour porter et faire converger nos colères, nos exigences, nos aspirations, nos revendications !

SAMEDI 9 JUIN

10 trajets en car
au départ de toute l'Oise
Je m'inscris dès maintenant !
(voir le flyer joint à ce n°)

Sommaire : P1.Edito. P2.Fête de la Paix. P3.Santé : la mobilisation grandit. P4.La nouvelle bataille du rail. P5.Échos des luttes. P6. Europe - débat avec Francis Wurtz. P7.Hommage à Lucienne Fabre-Sébart. P8.Échos du PCF Oise ; Carnet
Encarts : Résolution du Conseil National sur l'Europe ; Flyer « Fête de la Paix » ; Flyer « Brocante de la Fête de la Paix » ; Flyer « Marche sur l'Élysée le 9 juin - Points de vente du muguet » ; Tract « Migrations »

La Fête de la Paix, une fête au rythme des peuples

La Fête nous donne rendez-vous le week-end des 5 et 6 mai à Montataire, au centre aéré situé sur les hauteurs de la ville**.** Nous sommes impatients de vous accueillir sur ce nouveau site pour vous proposer **un programme de plain-pied avec l'actualité sociale et politique du moment, la nourrissant de l'apport historique des idées marxistes et des luttes de 1968.** Ainsi, dès l'ouverture, nous échangerons avec l'ancien secrétaire national CGT Cheminots Gilbert GARREL et des acteurs des luttes d'hier et d'aujourd'hui autour de « Mai 68 à mai 2018 : d'un printemps de luttes à un autre ! ». Karl Marx est né le il y a tout juste 200 ans, le 5 mai 1818 : le dimanche matin, nous débattrons avec le philosophe Bernard VASSEUR de « Marx, plus actuel que jamais » et nous poursuivrons l'après-midi avec le député européen et directeur du journal l'Humanité - dont chaque numéro démontre le rôle essentiel que tient ce journal dans la bataille des idées - Patrick LE HYARIC pour s'interroger sur « l'humain d'abord ou le chaos ? ». Nous irons cette année encore **à la rencontre de nombreuses associations,** pour parler **solidarité internationale et paix** (Mali, Gabon, Palestine, peuple kurde, Cuba, migrants…), **droit de vivre dignement** (Secours Populaire, Droits de l'Homme, égalité femmes-hommes, retraités…), luttes pour **l'environnement et les services publics, culture…** Parmi les expositions, à noter celle sur HENRI BARBUSSE, prix Goncourt 1916 pour son livre « Le Feu », figure de la lutte contre le fascisme et la guerre, avec des initiatives en cours pour faire revivre l'œuvre et l'action et sauvegarder la maison à Aumont-en-Halatte. Le **programme musical,** concocté par Pascal, nous permettra d'entendre le samedi soir ABDE, ZIC À BRAC et FRED CHANTE RENAUD et le dimanche de découvrir SIMANGAVOL, venu de la Réunion nous faire partager la culture kaf et le moringue. Nous ne nous laisserons pas dépérir, avec **restauration et buvette** toute la durée de la Fête et la **succulente paella** de Fabien à midi le dimanche. **Vivons ensemble la Fête de la Paix, la fête du printemps social** (comme la Fête de l'Huma est celle de la rentrée sociale - toutes proportions gardées !)

JE SOUTIENS LA FÊTE ! J'achète (et je propose) le

Nombreux lots à gagner !
1er lot : 1 tablette numérique

COURSES DE LA PAIX COURSES DE LA SANTÉ

Organisées dimanche matin par Femmes Solidaires Montataire, inaugurées en 2016, les courses à pied reviennent sur un nouveau parcours, partant de la Coulée verte pour arriver au stand de l'association, sur le site de la Fête. *Tous les renseignements sur le flyer joint à ce n° de* Oise Avenir

NOUVEAUTÉ : BROCANTE

Pour cette 14e édition, nous lançons une nouvelle activité, avec une brocante le dimanche à partir de 7 heures. *Tous les renseignements sur le flyer joint à ce n° de* Oise Avenir

JE PARTICIPE À LA RÉUSSITE DE LA FÊTE !

Un coup de main est toujours le bienvenu ! (par créneau de 2 heures par exemple)

Samedi matin et après-midi : montage des structures

Samedi soir et dimanche : animation d'activités (accueil, bar, tombola, restauration, politique…) ; mise à disposition de gâteaux et de salades (pommes de terre, riz, lentilles, carottes…) faits maison

Dimanche soir : démontage des structures

Je préviens rapidement (pour la tenue des plannings) : PCF Oise 03 44 55 27 96 - Yvette Cesbron 07 80 43 16 01

Santé : la mobilisation grandit !

Les conséquences des politiques d'austérité et du déficit croissant de médecins suite au *numerus clausus* imposé il y a 30 ans, aboutissent à une situation de plus en plus explosive dans le secteur de la Santé, en particulier dans les hôpitaux publics. Dans l'Oise, deux maternités, Creil et Clermont, sont menacées de fermeture, les services d'urgence débordent, beaucoup d'EHPAD connaissent des conditions indignes… Face à cela, la colère monte chez les personnels, et les mobilisations se multiplient avec la population, les élus, les Comités de défense des hôpitaux, les syndicats pour refuser les logiques autoritaires et régressives de l'ARS (Agence Régionale de Santé ou plutôt Agence de Recul de la Santé !), bras armé du gouvernement, pour faire entendre d'autres propositions alternatives, une logique de progrès social.

Malgré la pluie et le froid, manifestation le 17 mars, à Clermont, pour la maternité.

Nouvelle manifestation le 7 avril contre les fermetures des maternités de Clermont et de Creil, à l'appel de l'USD CGT Santé Oise, avec plusieurs centaines de personnes, de l'hôpital à la zone commerciale de Saint-Maximin.

13 avril : Jean-Pierre Bosino, maire de Montataire, Jean-Claude Villemain, maire de Creil, le Comité de défense et des personnels interpellent la Ministre Buzyn, en déplacement dans l'Oise. Les élus réclament notamment un « moratoire » sur la fermeture de la maternité afin d'étudier les projets alternatifs.

Dans le cadre du « Tour de France des hôpitaux » engagé par les parlementaires communistes, le député communiste du Nord, Fabien Roussel, est venu rencontrer le 20 mars, les personnels de l'hôpital de Creil, en particulier de la maternité, menacée de fermeture, alors que 1 700 bébés y naissent chaque année ! Une sage femme a dit avec force et émotion, l'incompréhension de ses collègues face à ce projet décidé « en haut », sans prise en compte du point de vue de celles (ce sont surtout des femmes) qui donnent tant, depuis des années, pour cette maternité, compétences, dévouement, amour même pour entourer les bébés et les mamans et papas. *« Ceux qui veulent fermer la maternité se rendent-ils compte que des mamans viennent accoucher à pied ou en bus (et repartent de la même manière) ? Comment feront-elles demain pour se rendre à Senlis qui n'est desservi par aucune liaison de transports collectifs ? Les pompiers, le Samu seront encore plus sollicités alors qu'ils explosent déjà sous la demande ! Et des accidents arriveront ! Où est la dimension humaine dans tout cela ? »*

Le 12 avril, Loïc Pen, chef du service des urgences de l'Hôpital de Creil, et militant CGT, était l'invité d'Élise Lucet, sur le plateau d'Envoyé Spécial, à l'issue d'un reportage sur « l'hôpital soumis à la loi du marché ».

MATERNITÉ de CREIL : imposons l'étude des projets alternatifs !

La Direction de l'Hôpital de Creil, sur injonction de l'ARS, et s'appuyant sur la situation créée par les politiques aberrantes de santé des 30 dernières années (financement à l'acte qui rend tous les hôpitaux déficitaires et démographie médicale qui ne permet pas de trouver les professionnels dont ils ont besoin) veut imposer la fermeture de la maternité de Creil. D'abord résignés, les représentants de la communauté médicale ont voté pour ce projet et un regroupement à Senlis. Mais la mobilisation citoyenne commence à faire bouger les lignes. Les débats vont bon train dans les couloirs de l'hôpital où les personnels sont en train de découvrir qu'il existe au moins deux projets alternatifs qui n'ont jamais été discutés.

- L'un des projets consiste en un regroupement des maternités de Senlis et Creil sur ce dernier site de manière beaucoup plus cohérente puisqu'il créerait une maternité de « niveau 3 » sur un site adapté avec un plateau technique complet, la réanimation adulte, la chirurgie, l'unité « médicaux judiciaires », pour les violences faites aux femmes … alors qu'il n'existe plus rien de tout cela sur le site de Senlis !
- L'autre projet propose même de conserver deux maternités, à Senlis un « niveau 1 » et un « niveau 3 » à Creil, ce qui permettrait de n'avoir qu'une seule liste de garde de pédiatres (dont on manque). Cette logique est celle retenu dans le projet médical des urgences : ne pas fermer de site, mais organiser une gradation dans la prise en charge des différentes pathologies. Enfin, ces projets alternatifs donnent un chiffre de 2,5 millions d'euros seulement pour la rénovation de la maternité de Creil, très loin des 40 millions estimés par la Direction.

La nouvelle bataille du rail !

On se souvient du célèbre film de René Clément, en hommage à l'héroïsme des cheminots dans la Résistance. C'est « une nouvelle bataille du rail », d'un autre type, qui est menée aujourd'hui par les cheminots, pour l'avenir du service public ferroviaire. Une immense partie de bras de fer est engagée avec un pouvoir macroniste qui veut privatiser la SNCF et « ouvrir à la concurrence » afin de livrer les meilleurs morceaux du réseau aux sociétés privées et à leurs actionnaires, et aussi afin de mettre fin au « statut des cheminots » pour mieux tirer tous les salariés du pays vers le bas et la précarité. Malgré une propagande effrénée des « libéraux » dans les « grands » médias, deux mois après l'annonce de son projet sur la SNCF, Macron est loin d'avoir gagné. Le mouvement unitaire des cheminots, sa forme originale pour s'inscrire dans la durée, la démarche volontariste de la CGT d'aller à la rencontre des usagers avec le journal *la Vraie info*, l'engagement fort des communistes à travers de nombreuses initiatives dont le fameux badge « mon train j'y tiens, SNCF 100 % public » devenu le symbole du mouvement, ont même fait bouger les choses positivement dans l'opinion.
Rien n'est joué : tous ensemble, cheminots et usagers, on continue !

Interpellons les parlementaires !

Les 7 députés de l'Oise, macronistes et LR, main dans la main, ont voté, en première lecture, le projet du gouvernement. Le débat va se poursuivre au Sénat, puis revenir à l'Assemblée début juillet. Jusqu'au bout, mettons la pression sur les parlementaires !

Plaçons et portons le badge, comme soutien politique et financier à la bataille des cheminots !

Vous pouvez nous faire parvenir des dons (libellés à « *CGT Luttes 2018* ») que nous remettrons.

Le PCF a organisé des débats publics à Beauvais ou comme ici à Creil, avec Thomas Portes, responsable du réseau national cheminots du PCF

Assemblée générale publique de cheminots dans le hall de la gare de Beauvais, avec la participation d'usagers et de militants d'autres secteurs.

Sans précédent :

La lettre au vitriol des Cadres Supérieurs de la SNCF à la Ministre des Transports !

Bien que n'ayant jamais appelé à la grève, le SNCS est scandalisé par l'attitude du gouvernement et justifie le mouvement des cheminots. Il dénonce le *« petit jeu pernicieux et irresponsable »* de Macron et du gouvernement qui ont *« livré à la vindicte populaire les cheminots », « meurtris et humiliés par la mise en cause de leur conscience professionnelle et de leur engagement quotidien ».*

Selon eux, le gouvernement *« n'est pas honnête car absolument rien n'est immédiatement engagé concernant le problème primordial et récurrent depuis 1938 quand la SNCF a repris la concession d'entreprises privées endettées ».*

RIEN dans le projet Macron pour améliorer la situation

- **RIEN sur le désendettement de la SNCF** provoqué par le « Tout TGV » (imposé par les gouvernements durant 40 ans) et par les lourds intérêts financiers aux banques (**alors que les banques reçoivent l'argent à 0 % de la BCE !!!**)…
- **RIEN sur les investissements à faire** sur le réseau laissé à l'abandon pendant 40 ans…
- **RIEN sur l'avenir des 9 000 km de lignes** condamnées dans le Rapport Spinetta …
- **RIEN sur l'effort massif à faire pour remettre une part du trafic marchandises sur le rail** (comme l'ont fait les Suisses par exemple) afin de respecter les engagements sur le climat et sur la pollution…
- **RIEN sur les embauches** pour compenser les milliers de suppressions de postes notamment sur l'entretien des voies…

Retrouvez toutes les propositions alternatives de la CGT et du PCF sur :
http://oise.pcf.fr/105722

Pour un bon service public de La Poste

Mobilisation des salariés et des citoyens contre la dégradation des conditions de travail et du service rendu à la population : 13 jours de grève pour les postiers de Noyon rejoints par ceux de Lassigny, avec plus de 90 % de grévistes face à une direction intransigeante pour aboutir le 19 avril à une embauche ; le collectif citoyen de la Neuville-en-Hez visible dans toutes les manifestations *(en photo, le 19 avril à Beauvais),* va se mobiliser contre la fermeture temporaire cet été du bureau de Poste.

Grève « historique » chez Carrefour

Personnels de Carrefour en grève le 31 mars dernier à Venette *(ph.),* Chantilly et dans plus de 450 établissements en France pour s'opposer au plan « Carrefour 2022 » de Bompard qui veut mettre des milliers de salariés au chômage et à la baisse de la participation aux bénéfices alors que le groupe se goinfre d'aides publiques, comme le CICE, versées en dividendes aux actionnaires.

Reportage : http://oise.pcf.fr/105581

Gaza : Israël doit être sanctionné !

Depuis le 30 mars, des dizaines de milliers de Gazaouis manifestent pacifiquement, le gouvernement israélien répond par des tirs à balles réelles, avec déjà 40 Palestiniens tués. Des rassemblements ont eu lieu le 6 avril à Beauvais *(vignette)* et le 22 avril à Montataire *(photo).*

Stop au bourrage de classes

Le 7 avril, à l'appel d'un collectif d'écoles initié à Villers-Saint-Sépulcre et soutenu par le SNU-Ipp, plusieurs centaines de personnes venues de tout le département ont manifesté à Beauvais pour protester contre les fermetures de classes envisagées dans l'Oise, dans le secteur rural. Les zones d'éducation prioritaire ne sont pas épargnées, avec la suppression programmée des postes d'enseignants Esap pour satisfaire aux besoins nés du dédoublement des classes, suppression contre laquelle se mobilise le réseau Veillée des Écoles dans le Bassin creillois.

Reportage : http://oise.pcf.fr/105681

« Mon association, mon service public, j'y tiens ! »

Près d'un millier de personnes - agents municipaux, bénévoles et militants associatifs, habitants de toutes générations, élus - étaient mobilisées le 21 mars à Montataire à l'occasion de la journée « Mon service public, mon association, j'y tiens », initiée par la municipalité et le maire Jean-Pierre Bosino. Rassemblées à 11 heures place de la mairie, avec notamment la réalisation d'une fresque humaine géante pour dire « STOP aux réductions budgétaires imposées par l'État » mais mobilisées aussi toute la journée , avec des stands et des portes ouvertes pour présenter les activités des services municipaux et des associations si utiles au quotidien et pourtant si menacées par les politiques d'austérité poursuivies par le pouvoir macroniste. Une belle initiative de résistance, de lutte, pour défendre et promouvoir un cadre de vie de qualité et une société solidaire. Nombre de participants se sont retrouvés le lendemain à Beauvais à l'occasion de la journée nationale d'action pour les services publics.

Reportage : http://oise.pcf.fr/105227

EUROPE : ne pas laisser le terrain aux libéraux et aux nationalistes !

Débat avec Francis Wurtz, ancien député communiste au Parlement européen

La préparation des élections européennes du 26 mai 2019 est l'un des points à l'ordre du jour du Congrès du PCF (http://congres2018.pcf.fr). Le Conseil national du PCF a adopté une résolution à ce sujet *(en encart dans ce numéro)*. Afin de nourrir le débat, le PCF Oise avait invité F. Wurtz, ancien président du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUE) au Parlement européen, le 23 mars à Creil. Extraits de la soirée.

Européennes mode d'emploi

Après 3 scrutins avec des listes « régionales », 2019 verra le **retour à une liste nationale, à la proportionnelle**. Le seuil pour avoir des élus est de 5 % des exprimés, soit environ 1 million de voix, le remboursement de la campagne se faisant dès 3 %.

Rappel : en 2014, l'abstention en France avait atteint le taux de 57 %, avec 65 % chez les ouvriers, 68 % chez les employés et culminant à 73 % pour les moins de 35 ans ! 32 % des abstentionnistes estimaient que l'Union européenne n'a que peu d'influence sur leur vie et 14 % que le Parlement européen n'a pas de pouvoir.

Nos sortants : Marie-Christine Vergiat (apparentée), Patrick Le Hyaric et Marie-Pierre Vieu.

L'Europe a bon dos !

Nos gouvernants prétendent être *« obligés par Bruxelles »* de mener des politiques libérales… alors qu'ils ont contribué à les décider, en commun avec les autres dirigeants des pays européens. **Avec ou sans Europe, Macron mènerait exactement la même politique de régression sociale.** La France a d'ailleurs contribué directement à la mise en place de cette Europe des marchés, avec **de nombreux dirigeants français aux manettes :** Monnet et Schuman, Delors, De Boissieu, Trichet etc.

Retrouvez l'intégralité sur http://oise.pcf.fr/105373

Comment sont adoptées les directives européennes ?

La Commission européenne propose des projets de directives, mais ceux-ci doivent être votés à la fois par le Parlement européen et par le Conseil des Ministres européen : sinon la directive ne s'applique pas. Le 14 décembre 2016, le Parlement européen a adopté par 354 « Pour » et 330 « Contre », l'ouverture à la concurrence du trafic ferroviaire voyageur : à 13 voix près, ce texte libéral aurait pu être « mis au panier » ce qui montre l'importance du choix des députés européens.

D'ailleurs, **la forte mobilisation européenne des dockers** a mis en échec un projet de libéralisation portuaire. Ou bien l'action citoyenne **contre « la police sur internet »,** a été gagnée en inondant les boîtes courriel des députés ! Cela montre **la nécessité d'une mobilisation dans la durée contre les mauvais coups, avec des citoyens sensibilisés de façon permanente et des élus combatifs.**

Sortir ou pas ?

Compte tenu des tares fondamentales des Traités fondant l'Union européenne, il est légitime de poser la question de la sortie, mais le PCF pense que c'est un piège. Tout d'abord, les États membres sont désormais à **des niveaux d'interdépendances considérables,** avec une même monnaie, des partenaires commerciaux, technologiques identiques, avec des législations largement communes. **Le « brexit » illustre les difficultés rencontrées pour sortir de l'Union européenne, alors que la GB en était le pays le moins intégré** (hors de l'euro et de l'espace Schengen…). **Une deuxième raison est que la sortie de l'Union européenne ne serait pas synonyme de sortie de la mondialisation capitaliste.** Le pays se retrouverait même isolé face aux marchés financiers et à la concurrence. La sortie de l'euro pour être plus compétitif ne durera qu'un temps : les autres pays feront de même et les patronats nationaux auront beau jeu de prendre l'argument du gain de compétitivité pour empêcher toute revendication salariale par exemple. Enfin, **l'exacerbation des nationalismes** est un danger énorme.

Il est essentiel de casser le fatalisme et de montrer qu'il est possible d'ouvrir, tout de suite, des brèches dans l'édifice libéral.

Décès d'une grande dame de la Résistance : notre camarade Lucienne Fabre-Sébart nous a quittés à l'âge de 97 ans

« Elle est de celles qui marquent ceux qui ont eu la chance de la rencontrer ». **Plusieurs centaines de personnes et les honneurs des organisations d'anciens résistants et du PCF, ont accompagné Lucienne Fabre-Sébart au cimetière de Nogent-sur-Oise où elle a rejoint son mari, Raymond, disparu en 1973, et un fils mort de maladie encore enfant. Un hommage émouvant a été rendu par Nellie Rochex, au nom de la Ville de Nogent-sur-Oise, Thierry Aury, pour le PCF, Alain Blanchard, pour l'ANACR et enfin Florence Demeyer, au nom des petits-enfants et arrière-petits enfants de Lucienne qui l'adoraient.**

Lucienne FABRE lors de la remise de l'insigne de Chevalier de la Légion d'Honneur, par le Préfet de l'Oise, le 27 mai 2017, Journée nationale de la Résistance, date anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance.

N. ROCHEX évoqua son enfance nogentaise dans une famille ouvrière, et *« sa fidélité de classe à la France profanée »* pour reprendre les mots de Mauriac, et conclut *« Merci de nous avoir montré le droit chemin ! »*.

A. BLANCHARD, évoqua l'entrée dans la Résistance, en septembre 1940, avec les premiers tracts clandestins. Tour à tour Paule, Laurette, Michèle, Jeanine, ses prénoms de la clandestinité, Lucienne participe de « l'épopée glorieuse » des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF), organisation de Résistance créée par le PCF, active dans le Calvados, l'Eure-et-Loire, la Somme et à Paris où elle côtoie Fabien et Rol-Tanguy. Cinq années terribles qui la marquèrent à jamais : *« on y revient toujours disais-tu »,* rappela **A. BLANCHARD** qui souligna *« sa persévérance ensuite pour défendre les belles valeurs de la Résistance, participer auprès des jeunes générations en particuliers dans les établissements scolaires à l'indispensable et si beau travail de mémoire. »*

Pour **T. AURY**, *« c'était une figure de l'histoire de l'Oise, de l'histoire de notre pays »,* mais aussi *« une femme simple, généreuse, d'un enthousiasme contagieux, amoureuse de la vie et des autres, restée d'une incroyable vivacité d'esprit et d'un optimisme résolu »*. 70 ans après, elle se souvenait de 1936, *« comme d'hier »,* de *« cette explosion extraordinaire »,* de *« cette occupation des usines et des rues par la classe ouvrière »,* de *« cette immense solidarité, de cette grande affection qui m'est restée toute ma vie »…* et de cette escapade, au Tréport, pour voir la mer !

Elle rejoint alors les Jeunesses communistes, et elle demeurera fidèle jusqu'à son dernier souffle, à cet idéal communiste.

« S'il est bien une leçon à retenir de la vie de Lucienne, c'est bien celle du refus constant de la résignation : refuser de baisser les bras, relever la tête, affirmer sa dignité d'être humain, même quand on est peu, même quand on n'est pas sûr de gagner » pointa **T. AURY** qui ajouta : *« Il en fallait du courage et de la volonté, en cette année 40, terrible, où la plupart des "élites" avaient fait "le choix de la défaite", pour s'engager dans la Résistance (...) »* Comme il en fallut à Raymond, emprisonné comme communiste, dans les bagnes de Vichy, durant quatre années de souffrances, évadé et engagé lui aussi dans la Résistance, qu'elle rencontra à la première école centrale du PCF, organisé après la Libération, en novembre 44.

Raymond avec qui elle aura quatre filles, Claire, Renée, Hélène, Claudie, à qui ils transmettront ces mêmes valeurs de lutte pour l'émancipation humaine.

Raymond, devenu dirigeant fédéral du PCF, puis exclu, injustement, en 1950, avant d'être réintégré, discrètement, 10 ans plus tard.

Une « injustice » que Lucienne ne supportera pas, et, tout en restant profondément communiste, et totalement engagée notamment à l'Union des Femmes Françaises et au Secours Populaire Français, elle décidera de ne plus reprendre sa carte du PCF. C'est en 1997, qu'à la suite de la reconnaissance officielle par le PCF, du tort causé à des militants communistes, et du refus désormais de toute exclusion pour des motifs de désaccord politique, que Lucienne acceptera de reprendre toute sa place au PCF, accueillie chaleureusement par Berthe Vittori et Émile Hérisson et les Vétérans du Parti communiste.

« Cette "invincible espérance" pour reprendre la formule de Jaurès, en un monde meilleur, malgré tous les obstacles, les revers, les déceptions, à travers d'innombrables combats, petits ou grands, héroïques ou ordinaires, pour plus de justice, de liberté et de paix, fut comme un fil rouge de toute la vie de Lucienne, la résistante, la militante dont les yeux pétillants de vie continueront de nous accompagner. »

Retrouvez tous les hommages complets sur
http://oise.pcf.fr/105852

Décès de Claude COUALLIER, figure de la classe ouvrière du Bassin creillois

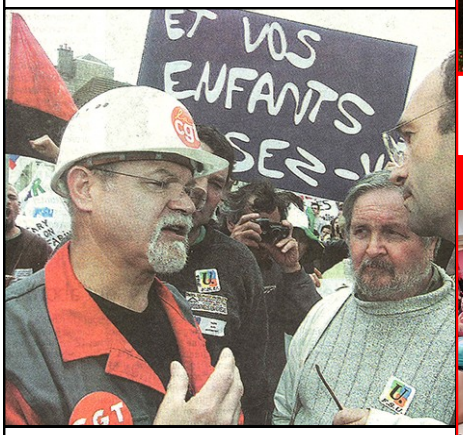
C'est avec beaucoup d'émotion que nous avons appris la disparition de notre camarade, à l'âge de 70 ans, à l'issue d'un long combat courageux contre la maladie.

Ouvrier puis technicien chez Usinor Montataire, il y était devenu rapidement l'un des militants et délégué les plus actifs et populaires de la CGT, dont il dirigea la section UFICT. Adhérent au PCF depuis 1968, il en était devenu l'un des dirigeants dans l'Oise, durant plusieurs décennies, à la Section d'entreprise comme au Comité et Bureau Fédéral.

Claude avait aussi été un élu très apprécié et respecté, durant plusieurs mandats au Conseil municipal de Montataire, maire-adjoint aux côtés des maires communistes, d'abord Robert Trin de 1977 à 1983 puis Jean-Pierre Bosino de 1995 à 2014.

Très affecté par la maladie, il avait tenu à être présent il y a quelques semaines, au départ de la manifestation pour la défense de la maternité de Creil, comme un symbole de cet engagement de toute une vie, au service des autres, pour le bien commun, pour l'humain d'abord. Son souvenir, celui d'un homme droit, intègre, ferme dans ses convictions mais toujours respectueux et à l'écoute des autres, restera dans nos mémoires et comme un exemple.

Toute notre sympathie à sa femme Michèle, à ses fils Arnaud et Cyril, à ses petits-enfants et toute sa famille qui l'aimait tant et qui l'a entouré formidablement jusqu'à son dernier souffle.



Photographié en "Une" du Courrier Picard, casque de sidérurgiste sur la tête, en mai 2003, face à M. Wœrth, l'homme des grandes fortunes, lors d'une manifestation à Chantilly.

Nous adressons toute notre sympathie à notre camarade Amagara GUINDO qui a eu la douleur de perdre le 15 avril dernier son épouse Maïmouna.

Préparation du Congrès

Journée de travail du PCF Oise le 14 avril sur notre organisation et notre communication, avec ici une des « ruches » en pleine réflexion.

Collectif « Retraité.e.s »

Première assemblée avec 16 retraités communistes de l'Oise le 9 avril à Creil, qui ont décidé de modalités d'action pour faire face à la prochaine réforme des retraites de Macron.

Karaoké à Montataire

Belle ambiance au karaoké proposé par la section PCF de Montataire le 31 mars

Loto à Beauvais

Réussite également du loto organisé pour la première fois par la section PCF de Beauvais le 21 avril !

Le Jeune Karl Marx

Les projections-débats du très bon film de Raoul Peck « Le Jeune Karl Marx » se poursuivent dans le département : le 17 avril à Montataire avec Espace Marx60 et Yann Le Lann, président d'Espaces Marx *(ph.)* et à Saint-Just-en-Chaussée avec « l'humain d'abord » le 19 avril, donnant l'occasion d'échanger sur l'actualité de ses idées. *Le DVD est disponible dans le commerce.*

Abonnement 1 an

- RÉDUIT : 5 € (étudiant, sans emploi)
- NORMAL : 15 €
- SOUTIEN : 25 €

N'oubliez pas ! Nous avons besoin de votre...

ABONNEMENT Oise Avenir

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Chèque à l'ordre de « *PCF Oise* »

à renvoyer à PCF Oise 8, rue de Beauvoisis 60100 Creil

Comprendre le monde, agir pour le changer : le Parti communiste a sa revue bimestrielle d'action politique, *Cause commune* : analyses, militantisme, entretiens, découvertes…
***Cause commune* est disponible en pdf gratuitement ou bien en version papier (46 euros par an).**
À retrouver sur http://www.causecommune-larevue.fr

Résolution adoptée par le Conseil national du PCF des 30 et 31 mars 2018

En Europe, l'humain d'abord, pas la finance !

Les élections européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019 en France. Les Français·e·s devront décider qui seront les 79 eurodéputé·e·s, en métropole et outre-mer, qui les représenteront au Parlement européen. Ces élections se dérouleront dans une Europe en crise économique, sociale, écologique, politique et civilisationnelle. Le PCF s'engage à offrir à notre peuple le choix de l'humain d'abord, du progrès social et écologique, celui du changement en France et en Europe, au service des intérêts populaires.

Depuis les premiers pas de la construction européenne jusqu'aujourd'hui, en passant par Maastricht, l'Acte unique ou le Non au référendum de 2005, les communistes se sont toujours opposé·e·s à la mainmise des intérêts du capital sur la construction européenne, rendue possible par les dirigeants politiques libéraux. Nous alertions alors sur les risques de la crise économique, sociale, écologique, politique et même civilisationnelle vers laquelle cette conception nous menait.

Les gouvernements français ont participé activement à la rédaction des traités et en ont été des exécutants zélés. Aussi, avec les classes dirigeantes des autres pays, ils auront passé les dix dernières années à utiliser les outils communs européens, à la faveur de la crise financière de 2008, pour accélérer la destruction de notre modèle de société, avec la casse de nos services publics, des codes du travail, ainsi que la privatisation et les libéralisations des secteurs jusqu'ici protégés des lois du marché dans l'intérêt des populations, tout en protégeant les intérêts des actionnaires, des banques et multinationales par l'injection massive de liquidités dans le système bancaire, sans aucune condition sur l'emploi et l'écologie, la socialisation des dettes privées et la concurrence fiscale. Les inégalités ont explosé, dans et entre les pays européens, pendant qu'une minorité s'est enrichie. Nos sociétés souffrent, sont affaiblies face à la crise financière qui vient, et sont aujourd'hui incapables de relever les grands défis du monde : développement humain partagé, transition écologique, paix et sécurité collective, alors même que la politique irresponsable de Donald Trump, la montée en puissance de régimes autoritaires, la croissance des périls pour la paix du monde rendent plus nécessaire que jamais une Europe de la coopération.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron défend toujours cette même orientation libérale en France et participe largement à pousser l'Union européenne vers plus d'intégration libérale et militaire, sous couvert de « modernité » et de « refondation ». Le budget de la France pour 2018 qui grève lourdement l'investissement dans les services publics et les collectivités locales, les lois travail 1 et 2, l'augmentation de la CSG, la casse des universités, la situation de l'hôpital et des EHPAD, la nouvelle réforme des retraites, et la privatisation de la SNCF et des services publics, en sont les preuves.

Mais, il est devenu impossible d'obtenir le consentement des peuples pour les « réformes » néolibérales, tant le rejet de cette UE est massif et très profond dans nos sociétés. C'est pourquoi, pour poursuive leur projet et leurs objectifs de remodelages sociaux, les classes dirigeantes en Europe ont clairement opté, après le déni des référendums de 2005, pour un tournant autoritaire, en s'appuyant sur les institutions les moins démocratiques comme la Commission européenne, avec une méthode allant du contournement des parlements (comme avec le 49-3 et les ordonnances) et des souverainetés populaires jusqu'au coup d'État financier perpétré contre la Grèce, avec l'appui actif de la Banque centrale européenne et du FMI. La démocratie, les libertés politiques, comme en Catalogne, et les droits humains ont reculé à toute vitesse.

Nous voici entré·e·s dans une ère de régression civilisationnelle où la guerre est à l'horizon. La colère contre cette cogestion par le consensus libéral provoque la sanction des pouvoirs établis, mais au profit de l'extrême droite et des démagogues des partis « attrape-tout », dont les orientations xénophobes pèsent de plus en plus, jusqu'à la constitution de gouvernements droite-extrême droite, et une instrumentalisation nauséabonde de la question migratoire. L'appauvrissement, la concurrence, la peur du déclassement et le sentiment d'impuissance produisent dégoût et abstention, laissant la place aux solutions de repli national, de rejet xénophobe et autres phénomènes morbides. Le rapport des forces en Europe risque de se dégrader durablement pour la gauche et les progressistes. Le danger est grand d'avoir un Parlement européen dominé par une droite radicalisée, l'extrême droite et les populistes.

Les communistes ne seront pas les témoins horrifiés de l'accélération de l'intégration européenne néolibérale ou de la guerre des nationalismes. Nous refusons le piège idéologique tendu par Emmanuel Macron d'une division entre « pro et anti UE » – ce même piège que nous avons su déjouer en 2005 – qui évacue la question du contenu des politiques menées, et de la responsabilité des gouvernements français qui ont tous soutenu et promu ces politiques. Nous ne pensons pas non plus que l'alternative à l'Union européenne libérale réside dans une sortie de l'UE et de l'euro. Croire que cette option, dans un monde d'interdépendances, permettrait à notre peuple de se dégager du capitalisme ou de la concurrence mondiale entre les travailleurs·euses et les peuples est une illusion. Les suites du Brexit en sont une dramatique illustration. Il y a également des défis mondiaux, comme l'enjeu écologique, la lutte contre l'évasion fiscale, les gigantesques capitaux spéculatifs mondiaux ou encore la domination du dollar, qui exigent une organisation à l'échelle régionale. D'ailleurs, les Français·es comme la plupart des peuples européens ne veulent plus de cette UE, mais ne veulent pas non plus en sortir.

C'est à travers d'intenses luttes pour la reconquête de pouvoirs sur les orientations de l'Union européenne, et pour le respect des souverainetés populaires et nationales que se situe la voie d'une refondation démocratique de l'Europe. C'est bien du local au global qu'il faut défendre les intérêts populaires et ouvrir des brèches dans l'édifice néolibéral. Les luttes en cours dans notre pays ont besoin d'un rassemblement social et politique uni face aux choix du Président, face à la droite et l'extrême droite, tant en France qu'en Europe. Pour être victorieuses, ces batailles doivent allier des propositions de rupture avec les choix européens actuels et des propositions de nouvelles constructions européennes.

L'élection d'eurodéputé·e·s communistes est indispensable pour défendre les intérêts populaires et rassembler largement les forces progressistes en France et en Europe.

Dans ce contexte, le PCF entre en campagne dès aujourd'hui, autour de 3 objectifs :

1. Rompre avec l'UE libérale et porter une vision alternative de la coopération entre les peuples : au service des intérêts populaires et internationalistes. Qui décide, qui dispose des outils communs et pour quels intérêts ? Voici la question que nous souhaitons porter dans le débat public en France et en Europe. C'est une question de classe et de démocratie majeure. **Nous voulons l'Europe de l'humain d'abord, non de la finance. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire.** Nous voulons donc une France et des député·e·s européen·ne·s français·es qui agissent de manière offensive, à partir des luttes et avec toutes les forces progressistes, autour de 4 fils rouges et 14 priorités.

Quatre grands « fils rouges »

1. Contre l'Europe de la concurrence, de l'austérité et du chômage : nous voulons l'Europe de l'humain d'abord. Notre campagne portera avant tout sur la réponse aux besoins humains et écologiques.

2. Nous ne voulons plus l'Europe de la finance. L'argent doit être mis au service d'objectifs sociaux et environnementaux.

3. Nous ne voulons plus de l'Europe des coups d'État financiers. Nous voulons l'union des peuples et des nations libres, souverains et associés. Nous voulons que notre pays puisse négocier librement les contours de sa participation à l'UE, à travers une construction à géométrie choisie et dans le respect de la souveraineté populaire. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire.

4. Nous ne voulons pas d'une Europe dominatrice, militariste et forteresse. Nous voulons un modèle de coopération régionale qui change la mondialisation, au service de la paix, des échanges justes, et capable de penser les mobilités humaines.

Quatorze engagements pour la campagne et les candidat·e·s communistes pour l'humain et la planète

- Pour les services publics : moratoire sur les directives de libéralisation, abrogation du traité budgétaire et plan d'investissement européen d'urgence pour les transports, la santé, le logement, l'école, les échanges universitaires type Erasmus, et la formation. Pour une Europe des communs numériques, de la neutralité du Net, de la protection des données personnelles.

- Pour en finir avec le dumping social : mise en place en France d'une clause de non régression et harmonisation par le haut des revenus, droit du travail et des droits sociaux, à partir de la méthode de l'européen·ne le/la plus favorisé·e, salaire minimum européen.
- Pour la conquête de nouveaux droits visant l'égalité femmes/hommes dans tous les domaines, défense du droit des femmes à disposer de leur corps (IVG, contraception) et mesures de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Pour la défense de l'environnement, plan d'investissement dans la transition énergétique et écologique.
- Pour un développement industriel équilibré, respectueux des territoires et des salarié·e·s, innovant au plan social et environnemental.
- Pour une alimentation saine et une réforme de la PAC qui favorise l'agriculture paysanne.
- Pour une Europe du partage des cultures et des langues, ouverte sur le monde : une Europe protectrice de la création et des créateurs et créatrices, des droits d'auteur·e et de la diffusion des œuvres, favorisant la diversité culturelle et le multilinguisme, protégeant l'exception culturelle contre la mainmise des GAFA, développant à l'inverse les programmes et les échanges artistiques et culturels.
- Création d'un fonds européen de développement social et écologique abondé par la BCE, pour financer une vaste expansion, en coopération, de tous les services publics en Europe.
- Justice fiscale : lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales, lutte contre les paradis fiscaux, taxe sur les transactions financières et les GAFA, harmonisation des taxes sur les bénéfices des entreprises à un haut niveau.
- Remise à plat du fonctionnement des institutions financières : mise sous contrôle démocratique et changement du rôle et des missions de la BCE pour que le crédit bancaire aux entreprises appuie les investissements développant l'emploi, en quantité et en qualité, et la formation et dissuade les opérations financières, la spéculation et les délocalisations.
- Révision des équilibres institutionnels : la primauté aux instances élues et respect des choix souverains des peuples, renforcement des pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, révision de la procédure d'initiative citoyenne européenne.
- Pour une politique hospitalière à l'égard des migrant·e·s en rupture avec l'Europe forteresse et contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et les discriminations.
- Pour des traités internationaux de maîtrise des échanges commerciaux et des flux de capitaux subordonnés au développement commun de l'emploi, de la santé et de l'écologie, à l'opposé des traités de libre échange : refus de tout nouvel accord dégradant les conditions sociales et environnementales des pays européens.
- Pour la paix : une France qui s'affranchisse de l'OTAN, refuse le projet de défense européenne, et agisse pour une conférence de paix et de sécurité collective en Europe, type « Helsinki 2 ».

Nous mettons cette vision et ces priorités dès aujourd'hui au service des luttes et au pot commun des convergences possibles entre forces de gauche.

2. À partir de cette vision, travailler les convergences pour construire une liste porteuse de l'objectif « L'humain d'abord, pas la finance » et faire élire des député·e·s communistes et de gauche, capables de défendre les intérêts populaires et de porter une autre voix de la France que celle de Macron ou de la droite LR et de l'extrême droite. À l'heure où Emmanuel Macron cherche à faire de l'élection européenne un référendum « pour ou contre l'Europe » afin d'élargir ses bases politiques, de remporter une victoire et de poursuivre la recomposition politique en France à son avantage,

le monde du travail, toutes celles et tous ceux qui luttent contre sa politique, la jeunesse qui « vaut mieux que cela » et les femmes qui sont en train de bouleverser profondément et durablement les rapports humains, doivent ensemble mettre un coup d'arrêt au rouleau compresseur néolibéral. À l'heure où le Front national reste une force structurante du paysage français, et où des convergences se cherchent avec la droite radicalisée, nous ne pouvons acter l'éparpillement des forces de gauche façon puzzle. Les forces progressistes peuvent porter un coup à Macron et ouvrir un espoir pour l'avenir de notre pays et de l'Europe.

Le PCF lance un appel aux actrices et acteurs du mouvement social et citoyen, à toutes les forces de gauche opposées à la politique de Macron pour construire une plateforme commune et une liste qui incarnent le choix fondamental de l'humain face à la finance, avec l'objectif de disputer la victoire aux tenants de l'Europe du capital et du repli nationaliste. Cette liste devrait viser une très large ouverture aux acteurs du mouvement social et pourrait permettre une convergence des forces politiques progressistes, dans le respect des différences mais autour d'objectifs communs. En tout état de cause, le PCF prendra ses responsabilités pour construire une liste de rassemblement.

3. Unir et renforcer les forces progressistes dans le Parlement européen autour d'axes politiques ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE. Selon les premières projections, le rapport de force pourrait une nouvelle fois se dégrader en faveur de la droite radicalisée, des populismes et de l'extrême droite. Dans le même temps, la crise de la social-démocratie et l'existence de forces en rupture avec la ligne libérale et les grandes coalitions, l'émergence de partis progressistes nouveaux, peuvent, à condition d'un travail politique de convergence de qualité – à l'image des efforts fournis dans le cadre du Forum européen de Marseille –, faire passer une étape de développement de notre groupe parlementaire, travaillant la cohérence politique et défendant un fonctionnement confédéral, comme c'est le cas aujourd'hui avec la GUE/NGL, ce qui permet la liberté dans la solidarité. Dans cette optique, nous exprimons notre opposition ferme aux logiques de division. L'issue positive pour les peuples réside dans notre capacité à dépasser ces débats pour porter ensemble, dans un front commun européen et dans le Parlement, les intérêts et les besoins populaires. La présence d'eurodéputé·e·s communistes français·es sera décisive pour y parvenir.

Le CN se dote d'outils pour engager dès aujourd'hui la campagne.

- Nous lançons dès aujourd'hui une campagne d'information et de débats publics pour l'élaboration de propositions concrètes à partir de la vision et des priorités de campagne, et organiserons la diffusion de masse de notre appel dans les luttes et auprès des forces progressistes.
- Nous lançons une pétition pour une autre utilisation de l'argent en Europe – et donc de l'euro – présentant la proposition de fonds européens de développement social et écologique.
- Un bilan des député·e·s du Front de gauche sera édité sous forme de fascicule pour la Fête de l'Humanité.
- Nous demandons que soient organisées dans les médias les conditions d'un véritable débat démocratique pluraliste. Les dispositions qui figurent dans le projet de loi gouvernemental sont à cet égard inacceptables.
- Nous rendrons publique une lettre de réponse à la proposition d'Édouard Philippe de participer au comité de surveillance transpartisan des « consultations citoyennes sur l'Europe ».
- Nous constituons sans attendre une équipe nationale de campagne rassemblant l'équipe d'animation du chantier Europe et les secteurs du Parti concernés. Elle est chargée de rédiger dans la semaine l'appel aux forces sociales et politiques, d'établir un agenda de campagne, des matériels et initiatives publiques. Sous la responsabilité du CEN et en lien avec les fédérations, elle est chargée de rassembler les propositions de candidatures nécessaires à la construction de la liste large que nous visons. Au CN de juin, elle soumettra de premières propositions, avec comme objectif la finalisation de la liste à l'automne.

Fête de la PAIX

SAM. 5 MAI
17h30-00h00 - Entrée 5 euros

DIM. 6 MAI
07h00-18h30 - Entrée gratuite

MONTATAIRE
CENTRE AÉRÉ
3 avenue Anatole-France

Programme complet :
http://oise.pcf.fr

L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français

Une fête pour la paix et la solidarité internationale, pour le progrès social, pour ne pas laisser en paix Macron, le président des riches.

SAMEDI 5 MAI

DÉBAT 18 H

Mai 68 à mai 2018 : d'un printemps de luttes à un autre !

Échanges avec **Gilbert GARREL**, *ancien secrétaire national CGT Cheminots et actuel président de l'Institut d'Histoire Sociale (IHS) CGT,* et **des acteurs des luttes d'hier et d'aujourd'hui**

CONCERTS - SOIRÉE DANSANTE 19 H 45

ABDE et ses ballades • **ZIC À BRAC** *« pour les amoureux d'la guinche, les rois du musette et les buveux d'ricard ! »* • **FRED chante RENAUD,** hommage chaleureux au Titi parisien de 68

DIMANCHE 6 MAI

DÉBATS

Karl MARX, plus actuel que jamais **11 H**

Débat avec **Bernard VASSEUR**, *philosophe*, sur l'auteur du *Manifeste du Parti Communiste*, 200 ans après sa naissance le 5 mai 1818

L'humain d'abord ou le chaos ? **15 H**

Prise de parole suivie d'un débat avec **Patrick LE HYARIC**, *député européen, directeur du journal* l'Humanité

STANDS D'ASSOCIATIONS

ADMK (Mali) • Les Amis d'Henri Barbusse-ARAC • Association Gabon Solidarité de France • Association France Palestine Solidarité Beauvais • Mouvement National de Lutte pour l'Environnement • Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance Oise • Centre de la Communauté Démocratique Kurde de Creil • Club du Soleil de Creil • Comité de Défense et de Promotion de la Santé et des Hôpitaux Publics de Creil et de Senlis • Comité de Jumelage Montataire Dheisheh • Confédération Nationale du Logement Oise • Cuba Coopération Oise • Espace Marx60 • Femmes Communistes Solidarité Migrantes • Femmes Solidaires Montataire • Graines de Mots, librairie associative • Ligue des Droits de l'Homme Creil-Sud Oise • Loisirs et Solidarité des Retraités 60 • Mouvement de la Paix • Secours Populaire Français Montataire • Solidarité Migrants Beauvais • …

EXPOSITIONS

Migrant-e-s, réfugié-e-s, humains d'abord !

Exposition proposée par le collectif Femmes Communistes Solidarité Migrantes

Russie 1917, ces dix jours qui ébranlèrent le monde

Exposition réalisée par l'association CRIS

Henri Barbusse, soldat de la Paix

Exposition créée par les Amis d'Henri Barbusse-ARAC

Et aussi :

danses folkloriques kurdes • Activités pour les enfants • Buvette • Restauration • Tombola • …

EXPOSITION

Mai 1968-2018 : 50 ans

Exposition de l'IHS CGT, visible tout le week-end

BUVETTE RESTAURATION

BROCANTE 7 H

tout le dimanche

Inscription avant le 5 mai

03 44 55 27 96

2,50 € le mètre

COURSES À PIED 9 H

Courses de la Paix
Courses de la Santé

8 H 30 • Inscription (gratuite)

siège de Femmes Solidaires
Espace Elsa-Triolet
92 avenue Anatole-France

Distances : 2,5 km et 5 km

Départ de la Coulée Verte
Arrivée sur la Fête

Certificat médical obligatoire
Récompenses sportives

PAELLA GÉANTE

à partir de 12 H

CONCERT 16 H 30

Le groupe **SIMANGAVOL** et sa musique, venus tout droit de la Réunion, avec la richesse de la culture kaf et la promotion du moringue : ***à découvrir absolument !***

Fédération de l'OISE du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 8, rue de Beauvoisis - 60100 Creil • 03 44 55 27 96

pcf.oise@wanadoo.fr PCF Oise PCF Oise http://oise.pcf.fr

BROCANTE

2,50 € le mètre

à partir de 7 h 00

buvette restauration sur place

Dimanche 6 MAI

MONTATAIRE
Centre aéré
3, avenue Anatole France

Avec toute la journée les animations de la **Fête de la Paix**

RENSEIGNEMENTS - RÉSERVATION

03 44 55 27 96

Fédération de l'OISE du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 8, rue de Beauvoisis - 60100 Creil • 03 44 55 27 96

pcf.oise@wanadoo.fr pcfoise60 pcfoise60 http://oise.pcf.fr

2018-03

IPNS • Ne pas jeter sur la voie publique

BULLETIN D'INSCRIPTION

- **NOM** _____
- **PRÉNOM** _____
- **N° RC** (Professionnels) **ou CNI** (Particuliers)

  _____
- **Délivré à** _____
- **ADRESSE** _____

  _____
- **TÉLÉPHONE** _____
- **Nombre de mètres**

  2,50 € le mètre x _____ **=** _____ **€**
- **OBJETS À VENDRE**

  _____

  _____

  _____

RÉSERVATION - PAIEMENT

- Chèque à l'ordre de « **PCF Oise** »
- À renvoyer à **PCF Oise • 8, rue de Beauvoisis • 60100 CREIL**
- Tél. **03 44 55 27 96**

Jusqu'au 4 mai

COURSES DE LA PAIX
COURSES DE LA SANTE

DIMANCHE 6 MAI 2018

De la Coulée Verte au Centre des Loisirs de Montataire

Courses de 2,5 km ou de 5 km

Déroulement des courses :

- **Inscription des COURSES au siège de FEMMES SOLIDAIRES : Espace Elsa Triolet – 92 Avenue Anatole France 2ème étage (situé à 3 mn de la Coulée Verte) : 8 H 30**

- **Départ de la course à la COULEE VERTE : 9 H 00**

- **Arrivée des COURSES au stand de FEMMES SOLIDAIRES au Centre des Loisirs Pierre Legrand (3 Ave Anatole France).**

Récompenses sportives à tout-e-s les participant-e-s

Certificat médical obligatoire de non contre-indication à la pratique de la course à pied ou présentation d'une licence de la FFA

Courses ouvertes à toutes et à tous

Inscription gratuite

Avec le sport, prenez votre santé en main !

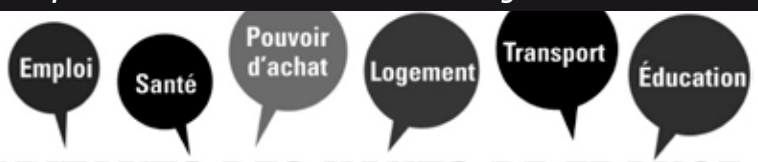
Le sport, vecteur de paix et de rapprochement entre les peuples !

FEMMES SOLIDAIRES Espace Elsa Triolet 92 Ave A. France 60160 MONTATAIRE
Mail : femmes.solidaires.m@free.fr

Plus d'informations : **https://faisonsduneuf.fr - http://oise.pcf.fr/104487**

LE SAMEDI 9 JUIN, FAISONS DU NEUF !

À l'appel des parlementaires communistes de la région Hauts-de-France



HABITANTS DES HAUTS-DE-FRANCE À NOTRE TOUR DE MARCHER SUR L'ÉLYSÉE !

PROGRAMME

Matin : MARCHE SUR L'ÉLYSÉE

« Emparons-nous de cette marche pour porter et faire converger nos colères, nos exigences, nos aspirations, nos revendications ! Face à l'arrogance de Macron et de son gouvernement et au mépris des puissants, nous voulons enfin être entendu-e-s ! »

Midi : PIQUE-NIQUE GÉANT aux Jardins du Trocadéro (face à la tour Eiffel)

Après-midi : LIBRE

Le samedi 9 juin, JE VIENS EN FAMILLE passer une grande et belle JOURNÉE À PARIS !

Je m'inscris !

10 TRAJETS EN CAR AU DÉPART DE TOUTE L'OISE

INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS

BEAUVAIS : local l'humain d'abord, au 34, rue du Fg St-Jacques - **03 44 02 65 21** ; Thierry AURY **06 71 72 86 86** thierry.aury@wanadoo.fr //// **BRESLES :** Jean-Michel CUVILLIER **06 85 15 37 80** //// **MOUY :** Geneviève JOZEFOWICZ **03 44 21 37 71** ; Philippe MAUGER **06 20 10 37 53** //// **SAINT-JUST-EN-CHAUSSÉE :** Florent **06 27 19 00 42** //// **CLERMONT :** Caroline BESSE-PRIEM **06 80 34 69 24** //// **CREIL :** Yvette CESBRON **07 80 43 16 01** ; Karim BOUKHACHBA **06 09 90 62 45** //// **NOGENT-SUR-OISE :** Claude COURTIN **06 73 67 10 01** ; Pascal LAMBERT **06 63 07 41 81** //// **MONTATAIRE :** Catherine DAILLY **06 19 31 41 60** //// **SAINT-MAXIMIN :** Caroline BREBANT **06 86 78 47 44** /// **CREPY-EN-VALOIS :** Hélène MASURE **06 73 51 60 04** ; Béatrice GORET **06 18 86 11 47** //// **NANTEUIL–PLESSIS :** Christophe CHEVALIER **06 79 90 90 73** //// **NOYON-THOUROTTE :** Roger PEREIRA **06 89 29 57 08** ; Christian LAHARGUE **06 78 79 26 42** ; Chantal BOYENVAL **06 60 95 24 27**

L'humain d'abord ! **PCF** Parti communiste français

Fédération de l'Oise du Parti Communiste Français • 8, rue de Beauvoisis - 60100 CREIL • 03 44 55 27 96

pcf.oise@wanadoo.fr pcfoise60 @pcfoise60 http://oise.pcf.fr

SOUS LES PAVÉS L'ESPOIR

J'offre (et je m'offre) le muguet de la résistance et de l'espoir !

POINTS DE VENTE DU MUGUET DES COMMUNISTES

BEAUVAIS

SAMEDI 28 AVRIL • 14 h - 18 h • local « l'humain d'abord » - *34, rue du Faubourg-Saint-Jacques*

LUNDI 30 AVRIL • 16 h - 18 h • local « l'humain d'abord » - *34, rue du Fauboug-Saint-Jacques*

MARDI 1ER MAI

• centre commercial Champs-Dolents - *Argentine*

• centre commercal Agel - *Saint-Jean*

CREIL • Place Carnot *(lieu de la manifestation du 1er mai)* • à partir de 8 h

CRÉPY-EN-VALOIS • à partir de 8 h

• place du Paon

• centre commercial Kennedy

LA NEUVILLE-EN-HEZ • carrefour rue Saint-Louis et rue du Général-de-Gaulle

MONCHY-SAINT-ÉLOI • salle des Fêtes • 12 h

MONTATAIRE

• centre commercial des Martinets

• rue du 19 mars

• place du Marché

MOUY • place du Docteur Avinin • à partir de 8h30

NANTEUIL-LE-HAUDOUIN • devant la Poste • à partir de 9 h

NOGENT-SUR-OISE • place de la République • à partir de 9 h

THOUROTTE • **VENDREDI 27 AVRIL** • aux portes de l'usine Saint-Gobain • à partir de 11 h

Et aussi à Clermont, Pont-Sainte-Maxence, Saint-Just-en-Chaussée, Villers-Saint-Paul…

Renseignez-vous auprès des militants de votre secteur.

IPNS • Ne pas jeter sur la voie publique 2018-04

LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

COLLECTIF

FEMMES COMMUNISTES SOLIDARITÉ MIGRANTES

8, rue de Beauvoisis - 60100 CREIL • pcf60migrantes@orange.fr • 03 44 55 27 96

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DE 1948		
art. 13.1 Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.	**art. 13.2** Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.	**art. 14.1** Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

Migrations ! Migrations ? Parlons-en !

Histoire : la France doit son nom aux Francs qui venaient du nord et n'avaient rien à voir avec « nos ancêtres les Gaulois ».

Le plus grand mouvement migratoire constaté au cours de la période moderne a concerné 50 millions d'Européens, essentiellement entre 1850 et la Première Guerre mondiale, qui fuyaient misère et persécutions. L'Amérique et l'Australie sont largement peuplées de ces migrants au détriment de leur population originelle.

Les mouvements migratoires ont évolué et se sont mondialisés. Presque tous les pays du monde sont aujourd'hui à la fois pays de départ, de transit et d'accueil. La France est un bel exemple en la matière et a un solde migratoire quasiment nul.

Migrations aujourd'hui

Il y a 244 millions de migrants internationaux dans le monde. 80 millions sont asiatiques pour un continent de 4,5 milliards d'habitants. L'Afrique qui compte 1,2 milliard d'habitants n'a que 39 millions de migrants et leur migration se fait à près de 90 % dans d'autres pays africains. Les migrants européens sont 62 millions dont 40 millions dans l'UE. Pour eux on préfère utiliser le terme d'expatriés. Leur migration se fait à 50 % à l'intérieur de l'Europe.

>> Crise de l'accueil des réfugiés ?

Entre les printemps de 2015 et 2016, plus d'1 million de personnes ont traversé la Méditerranée dont 850 000 depuis la Turquie vers la Grèce. Mouvement qui s'est tari pratiquement du jour au lendemain après l'accord signé entre l'UE et la Turquie.

De grandes différences sont à noter pour leur protection dans les pays d'accueil. La France est très concernée. 76 000 demandes d'asile en 2016 et seulement 35 000 accordées, contre 445 000 en Allemagne.

L'Union Européenne, zone la plus riche du monde, peuplée de 500 millions d'habitants ne peut pas faire face à l'arrivée de personnes qui ne représentent que 0,5 % de sa population ? Est-ce crédible quand au Liban, petit pays de 6 millions d'habitants, les réfugiés sont 1,5 million, soit près d'un tiers de la population.

L'UE et la France en particulier sont loin d'accueillir toute la misère du monde. Elles ne prennent même pas leur part. Toute honte bue, l'UE et ses États membres travaillent avec des régimes autoritaires et les financent pour qu'ils ne laissent pas passer les réfugiés. Ajoutons le refus total de toute solidarité avec la Grèce et l'Italie.

Nos dirigeants s'approprient une partie des discours nationalistes et d'extrême droite et conduisent des politiques de plus en plus racistes faisant du continent européen le plus mortifère du monde pour les migrants. Ils renforcent le trafic des être humains qui est devenu le 3e après la drogue et les armes. Ils refusent de reconnaître leurs responsabilités directes ou indirectes dans les conflits (Irak, Libye, Syrie, etc.) et vendent des armes à des régimes autoritaires et corrompus, sans parler du pillage des ressources naturelles.

Dans un monde où les capitaux, les marchandises, et les services circulent de plus en plus, il est vain de croire que l'on pourra bloquer les êtres humains. De même que le repli sur soi n'est pas une solution. Ce qui est difficile pour les Européens et surtout ceux qui les gouvernent, c'est qu'ils doivent apprendre à vivre dans un monde où ils seront de plus en plus minoritaires, de moins en moins dominants.

La clé de l'universalité, c'est le respect de l'autre, et non l'imposition d'un modèle fut-il « occidental ».

Des chiffres qui parlent

- Au moins 15 milliards d'€ dépensés en Europe pour barricader les frontières depuis 2000.
- 50 000 € dépensés par jour pour « protéger » la frontière franco-italienne.
- 6 milliards d'€ versés à la Turquie par l'UE pour ne pas laisser passer les réfugiés.
- Chiffre d'affaires des passeurs : 13 millions d'€ par an.
- Sur 200 000 migrants : 40 000 morts par an.
- 30 millions d'Européens ont migré sur un autre continent.
- 1,7 million de Français inscrits sur les listes électorales hors de France (+ les non inscrits).
- 1/3 des habitants de la planète ont le droit de se déplacer. Pourquoi pas les 2 autres tiers ?
- Les travailleurs migrants à l'étranger envoient 600 milliards d'€ chaque année dans leurs pays.

Pour 222 millions d'€, on peut soit acheter 1 footbaleur, soit nourrir 5 276 919 enfants pendant 1 an
Publication *« Liberté j'écris ton nom »*

Ce n'est pas la richesse qui manque dans le monde, c'est le partage.

« On met en prison les gens qui donnent de la soupe aux réfugiés. On devrait mettre en prison ceux qui refusent de leur en donner. »
Robert Guédiguian

Pour une France accueillante, solidaire et humaine

Alors que le gouvernent Macron modifie la loi pour en faire une machine à expulser, nous avons des propositions pour une France accueillante, solidaire et humaine.

1/ Création de centres d'accueil d'urgence dans tous les départements. Un accueil digne pour tous, y compris dans les Préfectures, quelle que soit la situation de la personne.

2/ Dès leur arrivée un hébergement correct, visite médicale et soins si nécessaire.

3/ Respect et information de leurs droits fondamentaux.

4/ Pas de hiérarchie entre les bons et les mauvais migrants.

5/ Les démarches doivent être simplifiées pour toute demande d'asile et de titre de séjour.

6/ Maintien du rôle prioritaire du juge des libertés sur le juge administratif.

7/ Interdiction de l'enfermement de mineurs en centre de rétention.

8/ Scolarisation des enfants dès que possible.

9/ La France a signé la convention internationale des droits de l'enfant. Elle doit respecter sa signature. Donc, protection renforcée systématique et scolarisation des mineurs isolés.

10/ Interdiction du test osseux qui n'a aucune valeur scientifique.

Manifeste « Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire »
Contribution du PCF pour une nouvelle approche et une autre politique des questions migratoires.

À télécharger sur :
http://international.pcf.fr/105993

La mobilité des femmes découle souvent de violences spécifiques : excision, mariage forcé, obligations vestimentaires, esclavage, polygamie, crimes d'honneur, mutilation d'elles-mêmes ou de leurs enfants, interdiction d'activités culturelles et professionnelles... Mais pas seulement, souvent diplômées d'études supérieures, elles cherchent à construire une vie meilleure.

En plus de tous les droits généraux auxquels elles doivent avoir droit, nous ajoutons :

- La loi doit considérer que toutes les violences qu'elles subissent concernent les politiques publiques et ne sont pas du ressort de la vie privée.
- L'obtention du titre de séjour ne doit plus dépendre de l'autorisation d'un mari ou d'un parent.
- Elle doivent avoir la liberté de choix de leur vie, et une autorisation de travailler, y compris pour les femmes mariées mineures.
- Les centres d'accueil doivent assurer le suivi jusqu'à ce que leur situation soit régularisée et stable.

IPNS • Ne pas jeter sur la voie publique 2018-03